



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 11/12/2025

Reçu en préfecture le 11/12/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20251209-2025_71-DE



DÉLIBÉRATION

2025/71

FIXATION DE LA DUREE D'AMORTISSEMENT DE L'ARTICLE 204412 **SUITE A UNE CESSION**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 9 Décembre 2025 à 10 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. René HOCQ, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – Mme Isabelle LEMAIRE, Conseillère communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Dominique DELECOURT, Délégué du Comité syndical du SIVOM de l'Artois – M. Ernest AUChart, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 96-523 du 13 juin 1996 pris pour l'application de l'article L. 2321-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2011-1951 du 23 décembre 2011 relatif aux durées d'amortissement des subventions d'équipement versées par les communes ;

Vu les délibérations du 1^{er} janvier 1999 et N° 2018/60 du 23 novembre 2018 définissant les durées d'amortissement applicables à la collectivité ;

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L2321-2, L2327 et L2328 et L2321-3, R 2321-1 ;

Vu la délibération du 13 décembre 2022 approuvant la mise en place de la nomenclature M57 à partir du 1^{er} janvier 2023 ;

Le Président rappelle que le Centre de Gestion s'est engagé à appliquer la nomenclature M57 au 1^{er} janvier 2023 et qu'à ce titre, il doit fixer le mode de gestion des amortissements de ses immobilisations et qu'il convient de compléter la délibération 2022/66, notamment pour les subventions d'équipement concernant les bâtiments et installations.

Le Président expose aux membres du Conseil d'Administration que l'article 204412 peut être amorti.

L'amortissement est une technique comptable qui permet, chaque année de constater le montant de la dépréciation d'un bien et de dégager des ressources destinées à le renouveler. Il est calculé pour chaque catégorie d'immobilisations avec application du *prorata temporis* pour les biens acquis au 1^{er} janvier 2023.

Afin de compléter la délibération 2022/66, le Président propose de fixer, pour l'article 204412 « Subventions d'équipement en nature / Organismes publics / Bâtiments et installations », suite à la cession d'une partie des réseaux à la ville de BRUAY-LA-BUISSIÈRE pour un montant de 4.280,00 €, la durée d'amortissement à 1 an.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *DECIDE* de modifier la délibération 2022/66 par l'ajout d'une durée d'amortissement d'une année sur les écritures repris à l'article 204412.

Ainsi fait et délibéré en séance,

À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 9 décembre 2025

Le Président,

René HOCQ